

PCF

Parti  
Communiste  
Français



# L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 16 au 29 décembre 2013 – n°139**

**Une pleine capacité d'initiative**

**Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)**

## **Sup'Emploi : Mettons un terme à la logique du chômage !**

Economie Éducation La précarité c'est pas un métier

Geneviève Fioraso installait ce lundi 9 le Comité Sup'Emploi afin d'encourager le "copilotage" des formations par le MEDEF, selon les mots de la ministre. Les étudiants, plus que jamais aspirent à accéder à l'emploi, à exercer leur métier et à contribuer au monde du travail : mais le ministère choisit la direction opposée, la direction du chômage de masse, de la galère professionnelle et de l'horizon bouché. Il confie en effet nos formations à ceux qui, depuis des années, délocalisent, ferment les entreprises et licencient les salariés. La politique éducative du MEDEF, à l'époque expérimentée par Nicolas Sarkozy et ses ministres de l'enseignement supérieur, est à l'avenant, On remplace les cours disciplinaires par des modules de "professionnalisation" : rédaction de CV, auto-marketing, mobilité professionnelle... Autant de compétences foncièrement inutiles dans le monde du travail : existe-t-il un seul métier où l'on doit rédiger des CV ? Peut-on considérer que "rédacteur de CV" est un métier d'avenir ? Il n'y a guère qu'au chômage qu'on rédige des CV. Et c'est bien au chômage, que le MEDEF propose de nous former... Quand Geneviève Fioraso lui déroule le tapis rouge, c'est au progrès professionnel, social et scientifique qu'elle ferme la porte. L'augmentation du chômage des diplômés ces dernières années est là pour l'attester.

Les urgences professionnelles ne manquent pourtant pas dans l'enseignement supérieur.

L'université est encore orpheline d'une grande filière technologique, et l'éclatement de ces formations, entre les BTS, les IUT et les écoles, nous empêche de répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les stages et l'alternance, en un mot la formation dans l'entreprise, ne répondent pas aux besoins pédagogiques et professionnels : lorsqu'un cursus a besoin de stages, il faut que l'établissement les propose directement aux étudiants, afin qu'ils ne se retrouvent pas "le bec dans l'eau", et dans des conditions qui permettent les meilleurs progrès, à droits et à salaire égaux avec l'ensemble des salariés. Enfin, le cadrage national des diplômes, des programmes et de l'insertion professionnelle, que la ministre a enterré dans sa dernière loi-cadre, doit permettre de former les étudiants en fonction des défis professionnels et académiques de notre temps, et de leur proposer l'emploi qui correspond à leurs qualifications.

Il est temps d'imposer à la ministre les mesures de progrès et d'efficacité qu'elle a abandonnées pour complaire à ses collègues de la finance et du CAC 40 !

### **Coup de gueule de Marie-George Buffet**

13 décembre

Et l'ignoble recommence... à l'approche d'une élection, cette fois-ci, les municipales, immigration et religion sont utilisées par des partis politiques soit pour rameuter un électorat de la droite extrême à l'UMP, soit pour détourner le débat des questions sociales de la part de ceux qui gouvernent, alors STOP. Stop à des manœuvres indignes qui divisent les familles populaires.

Chacun, chacune, nous avons notre histoire, notre chemin, notre lieu de naissance, mais, nous sommes toutes et tous victimes des exploités friqués et nous devons nous rassembler pour résister et obtenir de nouveaux acquis sociaux et démocratiques.

## **SOMMAIRE**

P1 **Édito** – Coup de gueule - Sommaire

P2 **Appel Manif UCIJ de la Gauche En Marche**

P3 **Agenda** ; Hommage aux Brigades internationales

P4 **Rapport sur l'intégration** : "Une polémique affligeante" – Chili : le PCF salue la victoire de Michelle Bachelet - Le PCF souhaite l'unité du Front de gauche derrière Alexis Tsipras - PLFSS : « Une loi au service de la finance et du profit » - Repénalisation de l'homosexualité en Inde : Un grand bond en arrière

P5 **Risques technologiques** : qui va payer? - Congrès du PGE : une force et un espoir pour la gauche européenne et pour une Europe solidaire

P6 **Mandela** : « le symbole de la lutte pour l'émancipation humaine nous a quittés » (Pierre Laurent) - Marche/fiscalité : Les provocations n'empêcheront pas le débat de fond sur la justice fiscale - Sommet de l'Élysée : « François Hollande prolonge la politique de ses prédécesseurs »

P7 **Colombie** : le PCF exprime sa solidarité au maire de Bogota Gustavo Petro - Turquie : déclaration de Patrick Le Hyaric (PCF) devant le tribunal d'Istanbul avec les journalistes menacés ou emprisonnés - Marche pour l'égalité salariale entre les hommes et les femmes samedi 14 décembre - TVA : "L'exception sportive de l'équitation doit être maintenue"

P8 **Circulaire Alliot-Marie** : André Chassaigne interpelle Christiane Taubira - A voir

P9 **Infos de nos députés européens**- Huma dimanche du 12/12

P10-11 **Hommage à Nelson Mandela**

P11 **École** : l'égalité est un droit, pas une option ! - Que se passe-t-il en Thaïlande ?

P12-13 **Quel est le but de cette campagne contre l'Humanité ?**

P13 **Aidons l'Huma !** - Ukraine : Les communistes (KPU) demandent l'interdiction du parti néo-nazi Svoboda

P14 **Victoire des communistes japonais (JCP) à Chatan**

-Pays-Bas : En Frise, les communistes manquent de peu le deuxième siège aux élections communales

Venezuela : Les communistes (PCV) victorieux dans 9 villes







# GAUCHE En Marche

A ANNECY DEVANT LA PREFECTURE

MERCREDI 18 DECEMBRE 18H

COMME A PARIS ET PARTOUT EN FRANCE



UCIJ

Français(es) et étranger(e)s,  
ensemble contre la précarité,  
pour le respect et l'égalité des droits

En 2006, nos organisations et associations ont fondé le Collectif « Uni(e)s contre l'immigration jetable » (UCIJ) pour s'opposer au projet de loi modifiant une nouvelle fois le Code de l'entrée, du séjour et du droit d'asile (CESEDA). Nous condamnons une logique politique qui voulait lier le droit au séjour aux besoins estimés de l'économie, aggravait de plus en plus l'accès aux droits des personnes étrangères et les stigmatisait pour tenter de les opposer au reste de la population.

Aujourd'hui la situation des étrangers s'est encore dégradée. Certes l'action des collectifs de sans-papiers, les mobilisations citoyennes autour du Réseau Education Sans Frontières (RESF), l'engagement de syndicats (notamment de la CGT, Solidaires, FSU, CFTD, UNSA d'octobre 2009 à juin 2010) aux côtés des travailleurs-euses sans papiers en grève, le soutien des associations, ont permis d'empêcher des expulsions et d'arracher des régularisations. Mais les objectifs chiffrés du Ministère de l'Intérieur en matière de reconduites à la frontière restent ceux du gouvernement précédent.

Le droit d'asile est bafoué, les expulsions continuent et trop de sans papiers restent soumis à une terrible précarité, victimes d'un système qui, non content d'encourager leur surexploitation au travail, les pénalise sur le plan du logement

Nous revendiquons la refonte de la loi pour permettre

- l'avancée des droits dans notre pays,
- une égalité effective des droits entre français et étrangers,
- le respect pour toutes les personnes étrangères des droits fondamentaux, dans le travail, l'accès aux soins, l'éducation, le droit de vivre en famille, comme vis-à-vis de la retraite.

Face à la multiplication des titres précaires, cela passe notamment par la délivrance de titres de séjour pérennes et de plein droit, dans la perspective de la généralisation de la carte de résident, conquête de la mobilisation de la Marche pour l'égalité.

Enfin nous voulons que soit tenue la promesse faite en 1981 de donner le droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers.

*Nous appelons à renforcer toutes les mobilisations allant dans ce sens et, comme premier acte d'une campagne nationale, nous appelons à faire du 18 décembre 2013, journée internationale des droits des travailleurs et travailleuses migrant(e)s et de leurs familles, une grande journée de lutte et de manifestations.*

**MANIFESTATION MERCREDI 18 DECEMBRE à 18 h  
du M° Belleville à République**

1ers signataires : Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie - AILES Femmes du Maroc - ATTAC - Femmes Egalité - Fédération Tunisienne pour une Citoyenneté des deux Rives - Fédération des associations des travailleurs et des jeunes - La Cimade - LDH - Mouvement du christianisme social - MRAP - Réseau Chrétien Immigrés - RESF / CGT - FSU - SAF - Union syndicale de la psychiatrie / Ensemble ! - EELV - LO - PCF - PCCF - Parti de gauche  
Chaîne Humaine contre les haines - Gauche En Marche Pour tout contact : [immigration.jetable@rezo.net](mailto:immigration.jetable@rezo.net)



## Agenda

Réunions des Indignés les lundis

Les mardis Réunions de soutien aux Roms 17H30

19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns les samedis de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Lundi 16 décembre réunion ATTAC Annecy

**Mercredi 18 décembre 18h Préfecture, manifestation Unis Contre une Immigration Jetable**

réunion Chaîne humaine contre les haines

**Jeudi 19 décembre manifestation pour les libertés syndicales à Chambéry**



9 Décembre 2013

*Liberté ...  
j'écris ton nom ?*

**JEUDI 19 DÉCEMBRE 2013**

**14 h - Palais de Justice de CHAMBÉRY**

**Procès en Appel de Luc et Jean-Paul,  
dirigeants de l'UD**

**injustement condamnés pour diffamation.**

**NE LAISSONS PAS FAIRE !**

Pour le droit d'expression, pour le droit de dénonciation, de contestation, d'action ;

Pour les Libertés Syndicales en général ;

Pour la relaxe de nos deux Camarades ;

**TOUTES ET TOUS À CHAMBÉRY  
LE JEUDI 19 DÉCEMBRE 2014**

Un départ en Car est prévu d'Annecy

Départ 12 h 45 - Annecy - Retour arrivée Annecy 17 h 00

Coût 10 euros par personne

20h Alterlocal Projection de "La dernière ambulance de Sofia"

Vendredi 20 décembre Réunion Gauche En Marche

Réunion Gauche En Marche

Dimanche 22 décembre 16h Alterlocal Échanges de jouets et jeux coopératifs

### **Hommage aux Brigades internationales : intervention de L. Samarbakhsh (PCF)**

Madame l'adjointe au maire, chère Catherine,

Monsieur le secrétaire adjoint, cher Jean-Paul,

Chers amis, chers camarades,

Nous sommes, pour la troisième année consécutive, réunis ici, au 8 avenue Mathurin Moreau, à l'initiative des Amis des combattants en Espagne républicaine, pour rendre hommage, en ce lieu hautement symbolique, aux milliers de volontaires antifascistes de toutes nationalités qui y ont transité dès les premières semaines qui suivirent le coup d'État franquiste de 1936 pour s'engager dans les Brigades internationales de solidarité avec la République espagnole.

Nous nous devons de rappeler le geste héroïque de ces dizaines de milliers de combattants qui s'unirent au peuple espagnol dans son combat contre le fascisme. 9 000 y ont laissé leur vie.

Nous ne pouvons cesser de renouveler notre admiration et notre profond respect de toutes celles et pour ceux qui se mobilisèrent pour défendre la légalité de la République espagnole à un moment où les démocraties européennes adoptaient la position indigne de la non-intervention.

Beaucoup pressentaient que, dans la défense de la République espagnole, se livrait une bataille décisive contre le fascisme qui allait bientôt déferler sur toute l'Europe. Et nombreux furent celles et ceux qui ensuite, malgré les souffrances de l'exil, poursuivirent leur combat –partout en Europe et notamment en France- dans la Résistance, contre le nazisme et pour la liberté, pour la démocratie et pour la paix.

Comme le soulignait si justement notre amie Claire Rol-Tanguy, secrétaire générale de l'ACER, il y a deux ans, lors de la cérémonie de dévoilement de cette plaque: «Le mot épopée utilisé pour retracer leur histoire n'est pas usurpé. C'est bien une histoire hors du commun que ces hommes et ces femmes de 53 nationalités différentes ont écrite. Le temps n'a pas terni, bien au contraire, le courage, le désintéressement, la profonde humanité de ces combattants engagés de leur plein gré pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans la guerre comme dans la paix, pour le droit à la dignité et au bien être social ».

Il fallut pourtant attendre près de 60 ans, en 1996, pour que, malgré leur haute contribution à la lutte contre le fascisme, le droit à la nationalité espagnole – promesse du gouvernement républicain de 1938 – devienne enfin réalité et qu'on commence à leur reconnaître aussi le titre d'anciens combattants au nom de leur résistance au fascisme.

Je veux redire ici, reprenant les paroles prononcées par Pierre Laurent, le secrétaire national de notre parti, ici même, il y a deux ans, « combien nous sommes fiers, nous les communistes français, avec bien d'autres militants antifascistes et républicains, d'être parmi les héritiers de ces combattants de la liberté, qui, avant même d'avoir totalement vaincu la Bête immonde, travaillaient à l'avenir, aux jours nouveaux de notre peuple ».

Oui, préserver la mémoire de ces combattants de la liberté que furent les Brigadistes reste plus que jamais d'actualité.

D'abord parce que l'Espagne n'a toujours pas soldé les comptes de son propre passé.

Bien au contraire, la droite espagnole, revenue au pouvoir en 2011, refuse toujours de reconnaître les crimes commis sous la dictature franquiste.

Plusieurs groupes parlementaires espagnols, parmi lesquels celui où siègent nos camarades parlementaires communistes et de la Gauche unie, ont récemment présenté, avec les membres de l'association «Plateforme pour la commission de la vérité », une proposition demandant au gouvernement espagnol de Mariano Rajoy de suivre les recommandations de l'ONU et procède, dans le délai de deux ans, à l'ouverture de toutes les fosses communes du franquisme – où se trouvent encore les dépouilles de dizaines de milliers de disparus, dans les quelque 2500 fosses aujourd'hui recensées – et en crée une « Commission de la vérité » sur les crimes de la guerre civile et de la dictature.

Ce ne serait pourtant qu'une part de la justice due aux combattants de la République et aux familles des victimes.

Il y a quelques mois, le Tribunal Suprême de Justice de Madrid ordonnait la démolition du monument érigé en 2011 en hommage aux Brigades internationales sur le campus de la cité universitaire de Madrid.

Cette décision, totalement inacceptable et qui n'a, pour le moment du moins, pas été suivie d'effet, a provoqué à juste titre l'indignation de nombreuses associations, d'élus, de militants antifascistes et démocrates non seulement en Espagne, mais dans toute l'Europe. Et il faut saluer le rôle irremplaçable pour alerter et appeler à la mobilisation de l'ACER dans notre pays.

Ce monument est en effet le symbole de la résistance emblématique du peuple madrilène et des internationalistes des Brigades, contre l'avancée des troupes franquistes au début de la guerre. Et vouloir le détruire est une véridable et insupportable provocation au moment où l'on s'apprête à commémorer le 75e anniversaire du retrait d'Espagne des Brigadistes, à la demande du gouvernement républicain de Juan Negrin.

Ainsi, c'est leur mémoire, celle de ceux-là mêmes dont le départ, le 1er novembre 1938, avait été salué par Dolores Ibarruri, la Pasionaria, par ces mots restés célèbres: « Vous êtes l'histoire, vous êtes la légende, vous êtes l'armée héroïque de la solidarité et de l'universalité de la démocratie » ; c'est leur mémoire qui est aujourd'hui piétinée, bafouée, et tous les démocrates et antifascistes insultés.

C'est pourquoi nous tenions à être ici aujourd'hui, parmi vous, pour proclamer que nous considérons d'une impérieuse nécessité de protéger la mémoire des Brigadistes et de nous rendre dignes de poursuivre leur combat.

Merci.

Lydia Samarbakhsh Membre de l'exécutif. En charge du secteur relations internationales.

## Rapport sur l'intégration : "Une polémique affligeante"

La polémique de ces derniers jours à propos des rapports remis au Premier ministre sur l'intégration est affligeante. L'offensive menée par la droite vise à empêcher la tenue d'un véritable débat sur le fiasco des politiques dites d'intégration et à faire de la contrebande sur les plates-bandes désolées de l'extrême droite. Ils s'érigent en remparts d'une France éternelle fantasmée, assimilée bien abusivement à la République. Il est profondément dommageable que le gouvernement et le Président de la République aient si vite capitulé en rase campagne sans manifester le moindre intérêt pour le travail sérieux fourni par les rapporteurs et les questions par eux soulevées.

Nous appelons à faire connaître ces rapports pour alimenter le débat plus que nécessaire sur les discriminations, les inégalités et la laïcité. Nous appelons à refuser le tabou, à sortir de ce modèle d'intégration qu'incarne à merveille la triste formule : la France, tu l'aimes ou tu la quittes. La France, ce n'est pas un label à carreaux rouges et blancs. La France, c'est nous, tous ensemble, avec notre histoire partagée, mâtinée d'influences multiples, notre présent et notre avenir au sein d'une humanité qui cherche sa voie.

Pierre Dharréville, responsable de la commission "République, démocratie et institution" au PCF

## Chili : le PCF salue la victoire de Michelle Bachelet

Le Parti Communiste Français salue la victoire de Michelle Bachelet, candidate de la coalition « Nouvelle majorité » à l'élection présidentielle de ce dimanche 15 décembre. Les résultats montrent la volonté claire de changement qui existe dans le peuple chilien.

Les défis à relever sont nombreux dans un pays marqué par l'empreinte du néolibéralisme hérité des années de la dictature. Le résultat obtenu par Michelle Bachelet, plus de 60% des voix exprimées, incarne l'espoir des étudiants, des mineurs du cuivre, des fonctionnaires, des défenseurs de l'environnement, du peuple Mapuche, des défenseurs des Droits de l'Homme qui se battent depuis des années pour des changements. Ce résultat est aussi le résultat d'un rejet déterminé des politiques mises en place par la droite héritière de la politique et de l'idéologie des années les plus noires de l'histoire du Chili.

Le PCF félicite le peuple chilien et toutes les forces du progrès engagées dans cette bataille électorale dans laquelle le Parti Communiste du Chili a joué un rôle inestimable.

Pierre Laurent secrétaire national du PCF

## Le PCF souhaite l'unité du Front de gauche derrière

Alexis Tsipras

Le congrès du PGE se conclut dans l'unité et le rassemblement. La gauche européenne est en marche pour intensifier son combat contre l'austérité avec Alexis Tsipras comme candidat à la présidence de la commission européenne.

En France, le Front de gauche doit impulser cette dynamique en entrant le plus vite possible en campagne pour mettre la gauche anti-austérité en tête aux élections européennes de mai 2014.

La décision du Parti de gauche de suspendre sa participation au PGE à l'issue de ce magnifique congrès est incompréhensible et incohérent.

Le PCF fera tout, pour sa part, pour que ne soit pas entravé l'engagement uni du Front de gauche dans les élections européennes.

Gilles Garnier, Responsable de la commission Europe au PCF

## PLFSS : « Une loi au service de la finance et du profit »

Une fois de plus le gouvernement a choisi le camp du patronat contre celui des salarié-e-s et des citoyen-ne-s. Après la réforme régressive de la retraite, le financement de la sécurité sociale au service du capital.

Bâti pour répondre aux exigences obsessionnelles de réduction stricto sensu de la dépense sociale et réduire le déficit de 3,4 milliards d'euros, ce PLFSS prévoit 8,5 milliards d'euros d'efforts en 2014, dont 4 milliards par une réduction de la dépense socialisée.

Parallèlement, il acte la hausse des cotisations sociales retraite des salariés pour plus de 1,5 milliards d'euros dès 2014 et tirera bénéfice de la refonte des allocations familiales actées dans la loi de finance pour 2014.

Au total, avec ce PLFSS 2014, le gouvernement annonce un véritable « choc social », qui jouera contre la croissance et l'emploi, et donc contre le financement pérenne de la Sécurité sociale.

Car fait notable, les efforts demandés pour le rétablissement des comptes de la Sécurité sociale ne pèseront pas sur les entreprises. Aucune mesure ne mettra à contribution les entreprises de manière effective. Aucune mesure ne mettra à contribution les coûts du capital (intérêts et dividendes) qui prélèvent aujourd'hui plus de 300 milliards d'euros sur la richesse produite, sans aucun retour sur l'investissement matériel, l'emploi, les salaires ou la qualification qui sont pourtant les garants de recettes futures pour la Sécurité sociale et l'État.

N'en déplaise au gouvernement, ce PLFSS 2014, pas plus que les précédents, ne sera juste ni équitable.

Pas d'étonnement donc à ce que pour la première fois dans la courte histoire des PLFSS, toutes les instances consultées pour avis se soient prononcées contre ce texte. Ni qu'il ait fait l'objet d'une bataille parlementaire tendue, dans laquelle les parlementaires communistes ont su dé-montrer la pertinence de leur opposition et de leurs propositions alternatives, qui a obligé à une seconde lecture, ce que ne voulait pas initialement le gouvernement.

La future réforme du financement de la protection sociale, sous couvert de « remise à plat de la fiscalité », et de la branche famille de la sécurité sociale en lien avec la réforme de la politique familiale dessinent d'ores et déjà de funestes perspectives pour les salariés, jeunes et retraités du pays. Le patronat et la finance s'en frottent les mains.

C'est pourquoi, pour le PCF et ses partenaires du Front de gauche, loin de clôturer le débat, le vote du PLFSS 2014 ouvre en grand sur une ère de batailles politiques et sociales de grande envergure afin de garantir la pérennité de notre système de protection sociale, et surtout de promouvoir une visée progressiste de sa réforme.

## Repénalisation de l'homosexualité en Inde : Un grand bond en arrière

En 2009, la Haute Cour de Justice de Delhi avait déclaré anticonstitutionnel l'article 377 du code pénal indien, qui condamne « les relations charnelles contre nature ». Ce mercredi, la Cour Suprême repénalise l'homosexualité en cassant ce jugement.

Pour des millions de personnes et de familles en Inde, pour les associations et les militants de l'égalité, ce jugement est un camouflet. Dans un pays encore très conservateur, la vie quotidienne est particulièrement difficile pour les homosexuels.

En rejetant des milliers d'hommes et de femmes dans la clandestinité, cette décision, consternante pour la liberté et le droit, porte aussi un coup très rude à la lutte contre le sida. L'égalité de dignité de tous a encore beaucoup de chemin à parcourir en Inde.

Ian Brossat, chargé des questions LGBT au PCF

## Risques technologiques : qui va payer?

Après l'accident de AZF Toulouse en 2001, et pour éviter une nouvelle catastrophe, une Commission Parlementaire a travaillé sur la réduction du danger à la source et sur l'éloignement des populations autour des sites industriels. En 2003 une loi, dite "loi Bachelot", sur la réduction des risques technologiques a été adoptée. Elle prévoit notamment autour des installations à risques (usines, gares de triage, etc...) l'élaboration de Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) avec des expropriations ou des obligations de travaux.

Où en sommes-nous 10 ans après ?

Près de 500 PPRT devaient être élaborés, une moitié seulement le sont là où la source de risques est en rase campagne.....Les retards sur les autres sites - notamment urbains - tiennent aux difficultés liées à la présence des habitations autour des usines.

Le PCF alerte et dénonce les conditions d'élaboration des PPRT et leurs conséquences pour la vie de nos concitoyens et des communes concernés.

En effet, à ce stade, la loi est largement détournée de son but initial ....

D'une part, l'État a tendance à se dégager de ses responsabilités en adressant aux maires des « Portés à connaissance » sous la forme d'arrêtés préfectoraux, qui généralement ne diminuent en rien l'exposition aux risques potentiels ni les riverains ni les salariés sur les périmètres concernés. Les territoires sont en quelque sorte « gelés » les riverains comme les communes empêchés de bâtir de nouvelles constructions ou d'agrandir les habitations existantes.

D'autre part, la concertation prévue est faussée ; car le processus sépare l'élaboration des mesures techniques entre administration et industriels tandis que les instances de concertation, inscrites dans la loi, ne sont que consultatives. C'est l'État qui tranche en dernier ressort...

Enfin tenant compte de l'absence dans la loi d'un Fonds spécial pour financer la réduction du risque à la source (préconisé par le rapport Loos), les mesures de sûreté imposées par l'État à l'industriel sont limitées par un seuil dit "économiquement acceptable". Ce seuil est défini par l'industriel seul et ne peut être discuté réellement

Par ailleurs, l'indemnisation des riverains dans le cas d'expropriation demande des budgets considérables au regard du nombre d'habitations. Les riverains sont dans l'incertitude sur leur assurance et sur le financement des travaux. Lorsqu'ils sont propriétaires, alors que leurs biens deviennent invendables, ils restent soumis à la même imposition foncière. Les projets de vie et d'évolution du cadre familial sont brisés.

Les collectivités se voient imposer des dépenses considérables alors que leur développement humain, économique et social est complètement gelé.

En bref les riverains et les communes se sentent sacrifiés au profit des industriels.

Le PCF considère que la mise en sécurité de l'usine, des gares de triage coûte souvent bien moins que les mesures d'expropriation et de travaux pour des quartiers entiers. Les investissements nécessaires devraient être à la charge des exploitants : les entreprises pour les sites dangereux et RFF et les industriels pour les gares de triage. Tout en prenant les mesures pour éviter toute délocalisation de l'activité hors des frontières nationales

Est ce conforme à notre Constitution?

Cette loi rend l'État irresponsable, tout en préservant les profits des grands groupes. Elle porte atteinte au droit à la sûreté de tout citoyen et à son droit de jouir de sa propriété. Or selon la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, l'État a l'obligation d'assurer la liberté d'exercice de ces droits.

La loi fait déjà obligation à l'exploitant d'avoir des moyens adéquats (sirènes à minima) pour prévenir salariés et riverains en cas d'accident. La loi reconnaît donc l'exploitant responsable de la sécurité en dehors de son site classé dangereux. Il ne doit pas grâce à cette loi, avec la bienveillance des autorités préfectorales, escamoter les responsabilités notamment financières des exploitants et de l'État.

Le Parti Communiste Français

- dénonce le chantage patronal aux délocalisations sous prétexte des coûts inhérents à la sûreté des installations ainsi qu'à la sécurité des populations;
- soutient les actions des salariés et des riverains pour obtenir à la fois la modernisation des installations et assurer leur sûreté maximum.
- demande un moratoire sur l'application de la loi de 2003 et une refonte de cette loi pour respecter le droit des gens à vivre réellement en sécurité et les principes constitutionnels qui régissent notre vie en société.

D'ores et déjà ses élus à l'Assemblée Nationale ont déposé une proposition de résolution parlementaire en ce sens. Une proposition de loi d'origine parlementaire élaborée en lien avec des associations de riverains et de syndicats pourra traduire cette préoccupation et faire en sorte que le droit des citoyens à la sécurité prime sur le profit et l'irresponsabilité de l'État.

## Congrès du PGE : une force et un espoir pour la gauche européenne et pour une Europe solidaire

Plaine réussite à Madrid, pour un congrès qui fera date dans l'histoire du Parti de la gauche européenne (PGE), de la gauche européenne et pour une Europe solidaire.

Le 4e Congrès du Parti de la gauche européenne (PGE) vient de s'achever à Madrid. Les 300 délégués venus de toute l'Europe, de pays membres ou non de l'Union européenne, ont décidé de faire du PGE dans les années qui viennent un acteur majeur du combat politique en Europe contre les politiques d'austérité, les régressions démocratiques et pour construire un front social et politique européen offrant aux forces sociales, politiques, de la culture, de la création et citoyennes du continent une alternative de gauche en Europe.

Un front qui permettra d'ouvrir les chemins du rassemblement et de l'espoir des peuples européens pour refonder une construction régionale de nations et de peuples souverains, libres et associés au plan régional pour le progrès social, démocratique, économique, écologique, la paix et fondée sur les principes des respects des souverainetés et de la richesse culturelle, politique et sociale.

Le PCF s'engage dans la réussite des trois grandes initiatives décidées par le PGE :

1- la grande campagne de sensibilisation et d'action pour mettre en échec le projet de Grand marché transatlantique (TAFTA) ;

2- en mars prochain à Bruxelles un sommet sur la dette ;

3- la tenue chaque année du « forum européen des alternatives », un nouvel espace politique ouvert à toutes les forces politiques, sociales et syndicales qui veulent travailler avec nous et dont la première édition pourrait se tenir à l'automne 2014

Le PCF salue la réélection de Pierre Laurent à la tête de la présidence collégiale du Parti de la gauche européenne (PGE) composée d'Alexis Tsipras (Syriza, Grèce), Marisa Mattias (Bloco, Portugal), Maïte Mola (PCE-IU, Espagne) et de Margarita Mileva (Bulgarian Left, Bulgarie), et du trésorier Diether Dehm (die Linke, Allemagne) dont le travail engagé en 2010 a permis, en 3 ans, de renforcer l'unité et l'action du PGE.

Le PCF se félicite du choix de présenter la candidature d'Alexis Tsipras, président de Syriza, député grec et vice-président du PGE, à l'élection de la présidence de la Commission européenne. « Alexis Tsipras portera la voix de la résistance et de l'espoir » de la gauche dans la dynamique des échéances électorales européennes du printemps 2014.



## **Mandela : « le symbole de la lutte pour l'émancipation humaine nous a quittés » (Pierre Laurent)**

C'est avec une très grande tristesse que j'apprends le décès de Nelson Mandela. Un grand homme nous quitte. Nelson Mandela restera à jamais le symbole de la lutte pour l'émancipation humaine, une de ces figures universelles qui marquent l'histoire. Face à un régime d'apartheid qui niait la dignité humaine et avait érigé le racisme et l'humiliation en système, il n' a jamais plié. Cela lui coûta 27 ans de bagnage, mais le mena à la présidence de l'Afrique du Sud. Avec ses compagnons de l'ANC, dans l'alliance indéfectible avec le Parti Communiste sud-africain et la Cosatu, il se fixa et atteignit l'objectif qui paraissait insensé d'unir tout son peuple sous la bannière de la Charte de la Liberté. Toute la destinée d'un peuple s'est incarnée en lui.

Madiba fut le premier président de sa nation élu au suffrage universel et non-racial. Les communistes français s'honorent d'avoir contribué dès le premier jour et sans relâche à ce qui devint un puissant mouvement de solidarité internationale aux côtés de cette marche vers la liberté du peuple sud-africain.

La lutte contre l'apartheid, jusqu'au boycott, et pour la libération de Nelson Mandela ont profondément marqué l'histoire du Parti Communiste Français. Elle a, personnellement, été le terreau de mes engagements de jeunesse. De l'occupation de l'Ambassade d'Afrique du Sud, entièrement repeinte en noir pour crier la honte de ce régime, aux grandes manifestations parisiennes, en passant par la douleur de l'assassinat à Paris de Dulcie September, le PCF et les jeunes communistes ont été de tous les combats.

Hier, la libération de Madiba et de tout le peuple sud-africain était une victoire pour l'ensemble du genre humain. Aujourd'hui, le deuil des Sud-Africains est celui de l'humanité toute entière.

## **Marche/fiscalité : Les provocations n'empêcheront pas le débat de fond sur la justice fiscale**

Des dirigeants socialistes se sont succédé ce lundi dans les médias pour dénigrer la marche pour la justice fiscale de dimanche, à l'appel du Front de gauche. « Poujadisme », « défense d'intérêts particuliers » « archaïsme » rien ne nous aura été épargné. « Tout ce qui est excessif est insinifiant » disait Talleyrand.

La grande marche contre l'injustice fiscale a réuni, hier, plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les rues de Paris. Et des dizaines de rassemblements se sont également tenus partout en France, avec des militants du Front de gauche.

Il est fortement dommageable que d'éminents commentateurs politiques n'aient pas pris le temps de venir voir de leurs yeux la manifestation de dimanche. Ils auraient vu une manifestation joyeuse, profondément de gauche car portant sur la solidarité, faisant de l'impôt le moyen fondamental pour y parvenir.

Hier, nous n'avons pas manifesté contre l'impôt, mais pour un impôt plus juste, faisant payer chacun à hauteur de ses moyens. « Fier de payer l'impôt quand il est juste » tel était le slogan de la marche, celui que les dirigeants socialistes auraient pu lire sur les pancartes brandis par des manifestants, s'ils avaient voulu écouter ce peuple de gauche.

Les vaines provocations n'empêcheront pas le débat de fond sur la justice fiscale

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF

## **Sommet de l'Élysée : « François Hollande prolonge la politique de ses prédécesseurs » (Lydia Samarbaksh)**

Au mois de mars dernier, alors que le Parlement devait sous peu se prononcer sur la poursuite de l'opération Serval au Mali, le président François Hollande se voyait décerner le Prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, attribué chaque année depuis 1991 par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

« Le jury de ce prix a tenu à honorer "la solidarité manifestée par la France à l'égard des peuples africains". Il entend récompenser M. François Hollande "pour sa contribution considérable à la paix et à la stabilité en Afrique" », peut-on apprendre dans un communiqué officiel.

Il était donc tout à fait « naturel »... pour lui qu'en ce mois de décembre 2013 où, qui plus est, la France prend pour un mois la présidence du Conseil de sécurité de l'Onu, le chef de l'État français soit à l'initiative d'un Sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique, les 6 et 7 décembre à Paris.

D'autant qu'une nouvelle tragédie est en cours en Centrafrique. La France a donc convaincu les 15 membres du Conseil de sécurité et le Secrétaire général Ban Ki-moon de la nécessité de transformer la force panafricaine déjà présente en République centrafricaine (MISCA) en une opération de maintien de la paix (OMP). Les autorités françaises ont pris l'initiative de préparer une résolution, placée sous chapitre VII de la Charte des Nations unies (qui prévoit le recours à la force), et autorise les troupes françaises déployées en RCA à « prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir la MISCA ». Les 800 à 1.000 soldats français joueront le rôle d'une « force de relais » pour protéger les civils en attendant que la force panafricaine puisse le faire, a précisé l'ambassadeur. « 3 600 soldats africains sont censés être déployés au 19 décembre. »

Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, a précisé que l'action française serait limitée dans le temps, « pour une période brève, de l'ordre de six mois à peu près ». Ce sera l'Opération « Sangaris », déclenchée vraisemblablement d'ici 2 à 3 jours tout au plus pour coïncider avec le Sommet de l'Élysée.

La Centrafrique est en souffrance mais la France est-elle vraiment la mieux placée pour agir ? Une force multilatérale d'interposition sous égide de l'Onu était au contraire à privilégier pour créer les conditions d'un cessez-le-feu et d'un secours organisé aux populations en détresse, ouvrir la voie au retour à l'État de droit. C'est toute la « communauté internationale » qui doit se mobiliser, dans des buts de paix.

Cette action s'inscrit dans la lignée d'une politique étrangère qui, non seulement ne rompt pas avec celle de ses prédécesseurs, mais la prolonge. Le Livre blanc de la défense et de la sécurité, rédigé à la demande de François Hollande et qui lui a été remis en avril, explicite la stratégie et la conception des relations internationales et du rôle de la France mises en œuvre par les autorités actuelles. Stratégie qui répond positivement à la demande des États-Unis à l'égard de leurs alliés de l'Otan de s'engager davantage sur les terrains de conflits... et d'augmenter leurs dépenses militaires. La France avait réaffirmé en 2008 que l'Afrique demeurerait sa « zone d'intérêt prioritaire ».

François Hollande et son ministre des Affaires étrangères se font les dignes héritiers de cette politique qui porte pourtant une très grande part de responsabilité dans le délitement des États et sociétés, et la paupérisation des peuples d'Afrique. Venant d'un président et d'un gouvernement portés au pouvoir par une majorité de Français aspirant à une politique de gauche en rupture avec l'ère Sarkozy, c'est non seulement un affront ou une trahison, mais un terrible et dramatique gâchis.

Pourquoi de tels choix ? Le Sommet accueillera le Secrétaire général de l'Onu et réunira une quarantaine de chefs d'État – sauf le président sud-africain Jacob Zuma. Il sera précédé, ce mercredi 4 décembre, d'un « forum économique consacré aux partenariats entre entreprises africaines et françaises ». Le développement des sociétés du continent et la lutte contre les sévères inégalités sociales et économiques ne sont pas au menu. Dont acte.

## **Colombie : le PCF exprime sa solidarité au maire de Bogota Gustavo Petro**

Le Parti Communiste Français exprime sa solidarité avec Gustavo Petro, maire de Bogota, après la décision incompréhensible du procureur général de la nation, Alejandro Ordoñez, de le démettre de ses fonctions.

Cette décision est d'autant plus préoccupante qu'elle a été prise par celui qui avait déjà prononcé la destitution de la sénatrice Piedad Cordoba.

Le jugement rendu à l'encontre de Gustavo Petro est l'aboutissement d'un procès politique.

Un haut fonctionnaire s'arroge le droit de destituer un homme élu démocratiquement et de le priver de ses droits politiques alors qu'aucune violation à la loi ne lui a été reprochée. Gustavo Petro n'est coupable que d'avoir repris des mains du privé les services d'assainissement de sa ville, portant ainsi préjudice à des intérêts particuliers.

Cette décision est inique. Toutes les garanties doivent être données pour que Gustavo Petro puisse réexercer son mandat électoral.

Le PCF apporte son soutien à Gustavo Petro, à l'ensemble de la gauche colombienne et au très large mouvement de protestations qui s'exprime en Colombie en faveur du respect de la démocratie.

Paris, le 11 décembre 2013

## **Turquie : déclaration de Patrick Le Hyaric (PCF) devant le tribunal d'Istanbul avec les journalistes menacés ou emprisonnés.**

Le 12 décembre 2013

Nous sommes venus ici, à ce tribunal d'Istanbul, pour apporter notre soutien aux journalistes inquiétés, emprisonnés sur la base de faux procès, d'accusations infondées au seul prétexte de lutte contre le terrorisme. Prétexte devenu bien commode pour bâillonner celles et ceux qui ne font que leur travail : informer. Le droit à l'information pluraliste et le droit d'être informé sont les caractéristiques d'une démocratie. Le droit à l'information est inscrit noir sur blanc dans la charte des droits européens.

Je veux dire que nous nous trouvons ici à ce nouveau procès à un moment paradoxal : celui où la planète entière pleure et célèbre Nelson Mandela.

Lui aussi a été jeté en prison et conspué par les grands de ce monde en étant accusé de terrorisme... Ceux qui accusent aujourd'hui en Turquie, des journalistes, des élus, des députés, des avocats, des écrivains, des chercheurs, de terrorisme et les jettent en prison pour ce motif, feraient bien de réfléchir et de prendre garde... Ceci pourrait se retourner contre eux. Cette accusation ne sert qu'à tenter de bâillonner ici en Turquie, comme ailleurs les citoyens, les jeunes, et ceci ne sert qu'à empêcher le peuple kurde d'être libre et souverain.

Le maintien d'une « loi antiterroriste » est contraire aux accords d'association et de coopération avec l'Union européenne.

Avec les forces progressistes en Europe, nous ne cessons de le rappeler, nous ne pouvons accepter que notre gouvernement maintienne en prison une soixantaine de journalistes, six députés, des femmes. Nous allons intervenir à nouveau et ce auprès des autorités européennes, et auprès du gouvernement français.

Nous demandons au Président de la République française de poser ces questions aux autorités Turques au cours du voyage qu'il va effectuer ici à la fin du mois de janvier. De même, comme l'Union européenne, il doit appuyer l'idée qu'un pas politique nouveau soit fait dans la négociation avec les kurdes.

Soyez assuré de notre soutien et de notre engagement à vos côtés.

## **Marche pour l'égalité salariale entre les hommes et les femmes samedi 14 décembre**

le 9 décembre 2013

La précarité c'est pas un métier

Conditions de travail difficiles, temps partiels imposés, des salaires 17% plus bas que ceux des hommes, cela ne peut plus durer ! Les femmes sont les premières victimes de la crise économique et des logiques d'austérité du gouvernement. Il est indispensable de sortir de cette politique inefficace et injuste.

Une marche pour l'égalité salariale est organisée le samedi 14 décembre à 14h Place d'Italie.

Les revendications sont claires et permettent de sortir de cette impasse :

-Un SMIC à 1700 euros par mois afin de pouvoir vivre et non survivre

-NON au travail le dimanche

-NON à l'extension des horaires

Cette campagne est organisée par le Collectif National pour le Droit des Femmes, Femmes Égalité, ATTAC Genre, Osez le Féminisme, Maison des femmes de Montreuil.

Avec la participation des syndicalistes du Clic-P (Collectif de liaison intersyndicale du Commerce de Paris), du Syndicat CGT du Service à la personne de Paris et d'Animation du Théâtre de l'opprimé Féminisme enjeux (à confirmer)

Les étudiants communistes soutiennent bien évidemment cette action. L'égalité entre les hommes et les femmes est une nécessité tant économique que sociale pour sortir le pays de la crise !

## **TVA : "L'exception sportive de l'équitation doit être maintenue"**

Le PCF apporte son soutien aux clubs d'équitation et centres équestres qui se mobilisent depuis plusieurs semaines, pour s'opposer à l'augmentation de la TVA sur leurs activités au 1er janvier 2014.

Cette hausse de la TVA par le gouvernement français sous les injonctions des directives européennes est inacceptable. Elle porterait atteinte à l'équitation française ainsi qu'aux efforts menés ces dernières années pour démocratiser sa pratique. Cette mesure antisociale va, en premier lieu, pénaliser les familles et leurs enfants par une augmentation du coût de la pratique. Si elle est appliquée, cette décision mettrait en péril un secteur d'activité constitué de très petites entreprises, dont l'équilibre économique est fragile et conduirait des chevaux à l'abattoir. Le gouvernement doit écouter l'ensemble des acteurs de la filière qui rejettent les compensations proposées. Celles-ci sont insuffisantes et constituent, en effet, un non-sens économique incapable de compenser l'augmentation programmée de tarifs. En 2011, à l'unanimité de tous les groupes politiques, moins une voix, l'Assemblée nationale s'était opposée à la demande du gouvernement qui, sur sollicitation de l'administration des finances avait déjà pour objectif d'augmenter le taux. Nous invitons le gouvernement et l'ensemble des parlementaires à maintenir leur position. Par ailleurs, la Commission européenne a reconnu à plusieurs reprises dans différents écrits, que la France pouvait conserver des activités à taux réduits sur la base des dispositions des paragraphes 13 et 14 de l'annexe III de la directive européenne actuellement en vigueur.

"L'exception sportive" de l'équitation doit être maintenue, le sport est un droit, pas une marchandise. En ce domaine, comme en d'autres, une grande réforme de la fiscalité s'impose pour que tout soit remis à plat afin de permettre aux activités humaines de prévaloir, en particulier les pratiques sportives. C'est le sens de l'appel pour une justice fiscale et sociale que le Parti Communiste Français a lancé lors de la marche du 1er décembre. La réforme de la fiscalité doit être l'objet d'un vrai débat citoyen.

## Circulaire Alliot-Marie : André Chassaigne interpelle

Christiane Taubira

Madame la ministre,

J'attire votre attention sur la situation des organisations non gouvernementales françaises (ONG) qui œuvrent pour la justice et une paix durable en Palestine.

La plate-forme des ONG françaises pour la Palestine, constituée en 1993 autour de 10 ONG, et de très nombreuses organisations et collectifs locaux participent à la campagne internationale d'appel au boycott « BDS », concernant les produits en provenance des colonies israéliennes. Or, l'État conduit à leur encontre des actions judiciaires sur la base d'une circulaire du 12 février 2010, signée par Madame la Ministre Alliot-Marie, alors Garde des Sceaux. Cette circulaire demande aux parquets d'engager des poursuites contre les personnes appelant, ou participant, à des actions de boycott des produits déclarés israéliens et issus des colonies israéliennes en Palestine. Sur le fondement d'un article de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, ces actions sont assimilées à de la provocation à la discrimination ou à la haine raciale.

Pourtant, cette campagne citoyenne et politique, non-violente, s'appuie sur le fait que l'implantation des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens est illégale au regard des différentes résolutions prises par l'ONU et qu'elles ont été condamnées par la France. L'exportation, et l'importation en France, de produits issus de ces territoires colonisés constituent donc une atteinte au droit international.

A ce titre, cette campagne est une manifestation évidente d'une opinion politique et ne saurait constituer un délit. C'est ce qu'ont d'ailleurs rappelé, à plusieurs reprises les juridictions saisies ces dernières années. Pourtant, l'assimilation à des délits comme la discrimination ou l'incitation à la haine se poursuit.

En réponse à une question écrite datée du 16 juin 2013, concernant les règles d'étiquetage à appliquer à ces produits, Monsieur le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, a tenu à rappeler « Alors que le Président de la République vient d'effectuer un déplacement en Israël et en Palestine, cette position conduit une nouvelle fois à considérer que l'initiative citoyenne demandant le strict respect du droit international à l'égard de la colonisation israélienne constitue un délit d'opinion en France. Il s'agit ainsi d'un bien mauvais signal pour toutes celles et tous ceux, notamment les membres de ces ONG, qui œuvrent au quotidien pour une paix juste et durable au Proche-Orient sur la base de la reconnaissance de deux Etats palestinien et israélien. la position de la France de ferme rejet de toute logique de boycott, puni par les articles 225 et suivants du code pénal. »

Durant une rencontre récente avec le « Collectif 63 contre les produits des colonies israéliennes », participant actif à cette campagne, j'ai été interpellé sur la nécessité d'abroger cette circulaire, issue de la précédente majorité, qui porte atteinte à la liberté d'expression.

Une telle abrogation marquerait un signal clair pour l'engagement politique en faveur du respect des droits de l'homme et du droit international. Cette mesure de justice permettrait aussi de lever l'insupportable mise en cause de militants et citoyens profondément attachés au respect des valeurs de la République et à la lutte contre le racisme.

Comptant sur votre compréhension, et restant à votre disposition, je vous prie de croire, Madame la ministre, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

André CHASSAIGNE

Député du Puy-de-Dôme Président du groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine

## A voir sur l'internet

Notes prises à la réunion publique du 10 décembre à Annemasse avec Pierre Laurent, Jean Ziegler et Éric Bocquet : <http://gemcran.wordpress.com/2013/12/17/notes-prises-a-la-reunion-publique-du-10-decembre-laurent-ziegler-bocquet-annemasse-pcf/>



Marche pour la révolution fiscale - intervention de Pierre Laurent

[http://www.dailymotion.com/video/x17vb7t\\_marche-pour-la-revolution-fiscale-intervention-de-pierre-laurent\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x17vb7t_marche-pour-la-revolution-fiscale-intervention-de-pierre-laurent_news)

A voir et à partager, la superbe vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent. <http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

## Pétitions en ligne

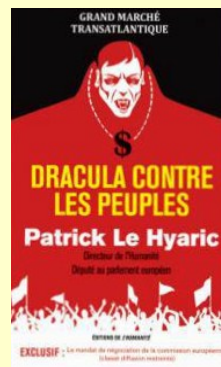
Libertés et service public en danger !

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45469>

« Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat ! » <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie :

<http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>



## Nouveau livre de Patrick Le Hyaric "DRACULA CONTRE LES PEUPLES"

Le projet de « grand marché transatlantique » entre les États-Unis et l'Union européenne (UE), à l'image de Dracula, « n'aime pas la lumière ! ». Exposé au grand jour, un vampire périt.

Ce livre révèle en exclusivité le texte sur lequel la Commission européenne négocie, depuis le 6 juillet dernier, avec le gouvernement des USA, dans le secret absolu, la création d'un « marché unique transatlantique ».

La Commission européenne et le gouvernement refusent de mettre ce texte à disposition du grand public.

Dans ce livre, il est décrypté, disséqué, pour mieux en comprendre les enjeux :

« Où vient ce projet ? Qui est à la manœuvre ?

□ Au service de qui ?

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



## A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique

Financer le progrès social

ECONOMIE & POLITIQUE





## Infos de nos députés européens

### Intervention de Jacky Hénin député européen Front de Gauche/PCF:

#### Directive détachement des travailleurs:

La directive « détachement des travailleurs » est un danger majeur pour l'avenir de la démocratie sociale dans l'Union européenne.

Loi de favoriser une prétendue concurrence libre et non faussée, elle instaure au contraire une concurrence déloyale entre les peuples et les systèmes sociaux.

Près de chez moi à Dunkerque, dans le cadre d'un chantier de terminal méthanier, un appel d'offre estimé à 16 millions d'euros devrait être attribué à une société italienne : 25% moins chère. Une différence qui se fait sur le montant des cotisations sociales.

75% des salariés qui pourraient travailler sur le chantier devraient être des salariés détachés, dans une région dont le taux de chômage oscille entre 15 et 18%.

Cette concurrence ne profite qu'aux affairistes et aux esclavagistes du 21e siècle que sont les trafiquants de main d'œuvre.

Si nous voulons qu'à nouveau les peuples puissent envisager l'Europe autrement que comme une pieuvre qui les asphyxie chaque jour un peu plus, il faut abroger d'urgence cette directive de dumping social et garantir à chaque résident de l'Union un socle de droits sociaux.

### Communiqué de presse de Marie-Christine Vergiat députée européenne Front de Gauche

#### 10/12/2013 Vote scandaleux au Parlement européen

En cette journée anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'Homme qui proclame l'égalité de tous les êtres humains en droits et en dignité, le moins qu'on puisse dire c'est que le Parlement européen n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités.

Le rapport de Mme Edite Estrella sur les droits sexuels et génésiques en débat au Parlement européen depuis quelques semaines, vient d'être mis à bas par le groupe PPE (où siège l'UMP) associé à la droite extrême et souverainiste de l'hémicycle.

Ce rapport faisait un état des lieux de la situation des femmes et des droits sexuels et génésiques de l'UE en y apportant certaines recommandations, comme le respect de la liberté de chacun de maîtriser sa contraception et la nécessité de services de santé accessibles à toutes et tous.

La droite de l'hémicycle a prétexté un argument de subsidiarité pour refuser de voter ce rapport progressiste qui ne faisait que réaffirmer des positions traditionnelles du Parlement européen en ce domaine.

Il s'agit d'une excuse sans aucun fondement puisque ce texte était un rapport d'initiative. Ce qui signifie qu'il s'agit de recommandations qui ne remettaient pas en question la souveraineté des États membres de décider de leurs politiques de santé. Les députés européens le savent bien, puisqu'ils votent ce type de texte en permanence.

Mme Estrella a demandé lors du vote de ce rapport que les électeurs se souviennent de ce vote honteux lors des élections européennes, je la rejoins pleinement dans cet appel.

C'est un vote purement électoraliste sous la pression des lobbies les plus réactionnaires qui soient, proches en France de ceux et celles qui se sont opposés au mariage pour tous.

Au Front de Gauche, nous saurons nous en souvenir et continuerons de placer les droits de femmes au centre de nos revendications.

### Communiqué de presse de Marie-Christine Vergiat députée européenne Front de Gauche 9/12/2013

#### UE-Tunisie : la mobilité oui mais pas dans les circonstances actuelles

La Commission européenne a annoncé ce vendredi 6 décembre le report de la signature d'un accord de mobilité entre l'Union européenne et la Tunisie, grâce à la mobilisation des sociétés civiles tunisienne et européenne (REMDH, Migreurop, AEDH, FIDH, UGTT et LTDH), ce dont je me félicite.

Ce qui devait être un « accord politique » fixait comme objectif principal d'enclencher une coopération pour faciliter un accès "limité" de Tunisiens au territoire européen en échange de quoi on ferait obligation à la Tunisie d'endiguer les flux de migrants vers l'UE venant de Tunisie mais surtout de pays plus au sud. Comme toujours, l'Union européenne tente d'externaliser ses contrôles migratoires et ne voit les migrations qu'au travers du prisme sécuritaire. Elle impose également ses conditions à un partenaire qui n'est doté ni d'autorités stables, ni d'une assemblée parlementaire élue dotée de toutes les prérogatives concernant ces domaines (l'Assemblée nationale constituante n'était théoriquement élue que pour un an et était censée élaborer une Constitution – ce qu'elle n'a toujours pas fait).

J'appelle mes amis tant européens que tunisiens à maintenir leur vigilance pour que l'UE tire enfin les leçons des soulèvements populaires qui ont permis le renversement de Ben Ali, s'engage véritablement vers un partenariat et cesse d'imposer ses politiques en matière de mobilité comme de libre-échange. C'est ce que je ferai pour ma part, notamment dans le cadre de la délégation du Parlement européen chargée des relations avec le Maghreb.



## Hommage à Nelson Mandela Paris le 9 décembre 2013

Discours de Pierre Laurent,  
secrétaire national du Parti Communiste Français.

Madame l'ambassadrice d'Afrique du Sud en France,  
Messieurs les ambassadeurs de Palestine en France et au-  
près de l'Unesco,

Madame Jacqueline Dérens, fondatrice de la Rencontre na-  
tionale avec le peuple d'Afrique du Sud,

Mesdames, messieurs, Chers amis, chers camarades,

Le 7 juin 1990, quatre mois à peine après sa libération, le 11  
février 1990, Nelson Mandela se trouvait ici même au siège du  
Parti Communiste, accueilli par Georges Marchais. Âgé alors de  
72 ans, celui qui n'était pas encore Président de la nation « arc  
en ciel » était venu en frère pour témoigner de sa reconnais-  
sance à notre parti, et à toutes celles et ceux qui, à ses côtés,  
avaient embrassé le combat contre l'apartheid et celui pour sa  
libération, 27 années d'un combat inlassable, finalement victo-  
rieux, et 42 ans depuis l'instauration de l'apartheid en 1948.

Aujourd'hui, Madiba n'est plus, il est « rentré à la maison »,  
endeuillant une nation dont les frontières débordent la seule  
Afrique du Sud. Nelson Mandela n'a jamais voulu être une  
icône, lui, dont les premiers mots à sa sortie de prison,  
furent : « Je suis ici devant vous, non comme un prophète,  
mais comme votre humble serviteur. » C'est pour honorer cette  
leçon de combat et d'humilité au service de l'émancipation hu-  
maine, que nous portons à nouveau ce soir à la boutonnière le  
badge à l'effigie de Mandela, que nous portions si fidèlement  
lors des longues années de lutte pour sa libération.

Ce soir, nous saluons le combat d'une vie, qui fut le symbole  
de la lutte collective de tout un peuple. Celle d'un jeune sud-a-  
fricain avocat noir, celle du militant de la Charte de la liberté  
adoptée par le Congrès du Peuple en 1955, à Soweto, celle  
d'un révolutionnaire qui fait le choix de la lutte armée, quand  
la tyrannie de l'apartheid ferma toutes les portes de la non vio-  
lence, celle d'un responsable politique qui traverse avec cou-  
rage et sans haine 27 années de bagne et de prison, celle du  
premier Président sud-africain élu au suffrage démocratique  
non racial, symbole de l'union d'un peuple dans sa lutte pour la  
liberté, la paix et une nouvelle Afrique du Sud. Telle fut l'exis-  
tence de Nelson Mandela, tumultueuse, faite des peines les  
plus profondes comme des joies les plus grandes.

L'hommage le plus sincère que nous pouvons rendre à Nel-  
son Mandela est d'éviter les artifices d'une canonisation vidée  
de sens, portant au pinacle l'homme de la réconciliation et  
masquant volontairement l'homme de combat. Nelson Mandela  
ne fut qu'un. La dureté de sa lutte est indissociable de son am-  
bition de réunification, fondée sur l'égalité de tous les Sud-Afri-  
cains. Il n'y a pas eu d'abord Mandela le révolutionnaire, puis  
Mandela le réconciliateur. Il a toujours été les deux. La lutte  
contre l'apartheid et la volonté de réconciliation ont été les ob-  
jectifs fondateurs de l'ANC qui se battait pour une Afrique du  
Sud non raciale rassemblée autour de la justice et des droits  
démocratiques pour tous. Mandela est devenu la figure de  
proue de ce combat. Mais derrière lui, il y avait une cause, une  
organisation, la triple alliance de l'ANC, du Parti communiste  
sud-africain et de la Cosatu, et des milliers de combattants.  
Derrière le nom de Mandela raisonnent ceux de Walter Sisulu,  
d'Olivier Tambo, de Joë Slovo, de Chris Hani, le secrétaire gé-  
néral du PC Sud Africain, sauvagement tué un an avant l'élec-  
tion de Mandela, de Desmond Tutu, de Dulcie September, re-  
présentante de l'ANC, lâchement assassinée en plein Paris, et  
tant d'autres.... Le sourire de Mandela est une constellation de  
sourires, de ces sœurs et frères sud-africains, de ces combat-  
tants, de ces camarades. Nelson Mandela est universel, il est le  
visage réconfortant, familier de ceux qui n'abdiquent pas face à  
la ségrégation, la discrimination, l'exploitation, l'oppression, de  
ceux qui tendent la main, qui rassemblent autour de causes  
justes qui font l'essence de l'humanité. Pour tous ces combat-  
tants, j'ai ce soir une pensée très émue.

Rendre hommage à Mandela, c'est parler d'un peuple et de  
sa lutte contre le régime de l'apartheid, déclaré crime contre  
l'Humanité. Prolongement des politiques et des pratiques  
coloniales, l'apartheid (séparation en afrikaans) fut la pierre  
angulaire du nationalisme afrikaner et le pilier du  
développement d'un capitalisme brutal en Afrique du Sud. Il  
fut, durant de longues décennies, le cœur de la société  
ségrégonniste sud-africaine, contingentant tous les secteurs  
de la vie du pays, condamnant des millions d'hommes et de  
femmes « non blancs » à la misère et l'exploitation. C'est contre  
ce système de haine que Mandela et les siens se sont battus.  
Des bancs de l'université à l'ANC, du bagne à la présidence, la  
vie de Nelson Mandela est à l'image de tous ces combattants  
qui risquèrent leur vie, choisissant l'espoir contre la  
résignation. La Charte de la liberté adoptée le 26 juin 1955,  
que le magnifique numéro spécial de l'Humanité, paru samedi,  
vient de republier, est l'expression de cet engagement  
politique du peuple sud-africain rassemblé. Elle est le terreau,  
la synthèse des revendications sous-tendues par la lutte pour  
l'égalité et la démocratie. Relisez-là, et vous vous rendrez  
compte du chemin parcouru mais aussi du chemin qui reste à  
parcourir...

Le mouvement émancipateur dont Nelson Mandela fut l'un  
des acteurs est éminemment politique. Il dépasse le seul par-  
cours individuel d'un homme aussi exceptionnel soit-il. Il fut ce  
que la force collective, le combat commun, le rassemblement  
peuvent produire de meilleur.

Rendre hommage à Mandela, c'est aussi prendre la mesure  
de l'immense mouvement de solidarité internationale qui per-  
mit sa libération, et dont nous sommes fiers d'avoir été les fers  
de lance en France. Le Parti Communiste Français et les jeunes  
communistes ont joué un grand rôle dans la médiatisation du  
sort et du combat du matricule 446-64 de la prison de Robben  
Island. Le PCF lança son action de soutien dès sa  
condamnation au procès de Rivonia en 1964, et il faut relire  
l'intervention à l'Assemblée nationale de Marie-Claude Vaillant  
Couturier, dès cette année là. Pendant des années nous avons  
dû combattre la chape de plomb qui condamnait Nelson  
Mandela au silence et à l'indifférence. Cette indifférence servait  
le régime d'apartheid. Et quand elle fut brisée, il fallut alors  
combattre ceux qui justifiaient encore la collaboration  
économique des gouvernements et des groupes français avec  
le régime. Rendez-vous compte, au début des années 80, un  
sondage réalisé attestait que seuls 2% de la population  
française connaissaient le nom de Mandela. Il en a fallu, des  
combats et des mobilisations. Des manifestations de soutien  
aux occupations d'ambassade en passant par les concerts et les  
tags sauvages « libérez Mandela », nous avons, tous ensemble,  
mené une lutte exemplaire de solidarité. Je garde, pour ma  
part, et comme beaucoup d'entre vous, tant de souvenirs au  
cœur. En septembre 1984, nous avons, avec 400 jeunes  
communistes, envahi l'ambassade d'Afrique du Sud pour la  
recouvrir de peinture noire. Nous en étions si fiers. A la  
mobilisation citoyenne, aux campagnes de sensibilisation, nous  
avons ajouté la campagne économique en appelant au boycott.  
Nous voulions frapper au cœur le système d'apartheid, et cela  
a payé. Notre combat a, peu à peu, sorti de l'ombre Nelson  
Mandela et ses camarades. Les maires communistes ont  
baptisé de son vivant, quand il était par certains traité de  
« sioniste » des dizaines de rues, de places, de gymnases, de  
collèges du nom de Nelson Mandela. Peut-être serait-il utile d'y  
lire aujourd'hui la Charte de la Liberté de 1955, tant elle  
résonne face au retour abject des discours racistes. Oui,  
mesdames et messieurs qui célébrez tous Nelson Mandela, et  
c'est tant mieux, nous avons envie de vous dire : un peu  
moins de poncifs et un peu plus de sens ! Sa libération, le 11  
février 1990, fut pour nous une grande explosion de joie.  
J'étais ce jour-là, à l'Humanité, qui a tant fait dans ce combat.  
Nous étions agglutinés devant la télé, et nous pleurions devant  
son sourire et son poing levé.



Alors, aujourd'hui, alors que Madiba n'est plus, que l'Afrique du Sud poursuit son combat vers l'émancipation humaine, que le combat fait rage en Afrique et partout dans le monde pour continuer à faire avancer la justice et l'égalité, nous ne saurions mieux lui rendre hommage qu'en perpétuant son héritage de lutte, et son esprit de rassemblement. Continuons nos combats pour l'émancipation humaine, continuons nos campagnes de solidarité internationale qui confèrent aux luttes pour la libération des peuples une dimension universelle. Je pense évidemment aux luttes qui continuent du peuple sud-africain. Je pense au peuple palestinien, sahraoui, kurde qui se battent pour leurs droits et qui ont besoin de notre soutien. Je pense à la campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques palestiniens, pour qu'à leur tour, Marwan Bargouthi, et les siens, ne passent pas 27 années derrière les barreaux ! Il est déjà incarcéré depuis 11 ans ! Je pense aux peuples d'Afrique, et en ces heures tragiques, aux peuples du Mali et de Centrafrique, qui subissent la guerre auxquels, seuls la paix et le développement et non les armes, pourront ouvrir les voies de la liberté et de l'avenir. Je pense enfin évidemment très fort à notre combat, ici en France, contre les forces brunes, les forces racistes et xénophobes qui cherchent à gagner du terrain. Portons toujours plus haut le combat antiraciste. Il est inexorablement lié à notre lutte pour l'égalité entre tous les hommes, entre les hommes et les femmes et pour l'émancipation du genre humain.

Je conclurai cet hommage en citant un passage du message que Nelson Mandela avait adressé aux participants de l'édition 1996 de la fête de l'Humanité :

« Ma génération laisse la jeune génération avec quelques exemples héroïques de tâches accomplies. Mais nous vous laissons aussi avec d'énormes défis, avec des problèmes anciens et nouveaux. (...) les jeunes peuvent refuser de succomber au désespoir. Vous pouvez dire non à l'intolérance. Vous pouvez, et vous devez, prendre en charge la responsabilité de changer le monde et d'améliorer le sort de tous les peuples ».

Oui, avec Mandela, avec son peuple, avec ses camarades d'hier, d'aujourd'hui et de demain, nous continuons à clamer la victoire, celle qui donne au peuple le pouvoir.

Avec Mandela, nous crions « Amandla » !



Photo de Mandela accrochée au siège du PCF

### École : l'égalité est un droit, pas une option !

le 3 décembre 2013

Aujourd'hui, le rapport PISA de l'OCDE a été dévoilé sur la performance des systèmes scolaires des pays les plus industrialisés. Au-delà du caractère contestable de telles études basées sur l'idée que l'éducation doit être soumise aux critères de management, c'est un véritable camouflet sur la politique d'éducation menée dans notre pays depuis dix ans. Ou quand les libéraux démontent les politiques de leurs amis tout aussi libéraux...

Pendant que d'autres bavarderont sur notre baisse dans le classement, ils oublieront d'évoquer ces milliers de jeunes toujours plus exclus du système scolaire. Les inégalités liées à l'origine sociale ont en effet explosé, faisant de la France une championne en la matière... Les chiffres sont accablants : les élèves en difficulté ont augmenté (passant de 16 à 22%), les inégalités en fonction de l'origine sociale ont augmenté de 14% en neuf ans entre 2003 et 2012 (passant de 43 à 57%). C'est sans compter les discriminations pour les enfants d'immigrés et les jeunes filles.

Voilà le résultat d'une casse généralisée de l'éducation qui se cachait derrière les mots d'autonomie, souplesse ou employabilité !

Le gouvernement actuel a stoppé l'hémorragie de suppressions de postes mais sa politique d'austérité fracasse tous les beaux discours. Pour preuve, le Projet de loi de finances 2014 prévoit une baisse des bourses scolaires qui concernent les élèves les plus en difficulté...

Les chantiers sont immenses et la refondation entamée doit réellement remettre le système scolaire au service des jeunes en assurant l'égalité sur tout le territoire entre tous les établissements, la gratuité de la scolarité jusqu'à 18 ans, une véritable démocratie lycéenne et un titre de sé-jour pour tous les lycéens sans-papiers !

L'égalité, tout comme notre avenir, ne se négocie pas !

### Que se passe-t-il en Thaïlande ? (PCF)

Mercredi 4 Décembre 2013

Note d'information du collectif Asie du Secteur international du PCF - Pierre Marcie

La crise politique s'exacerbe depuis 2006 en un affrontement « Rouges / Jaunes » qui recouvre une crise sociale d'ampleur où se trouve mise en cause la domination de l'establishment, réunissant sous le terme thaï d' « amrtaya », tous les tenants du système royal établi depuis longtemps – la famille royale et les familles princières, les hauts cadres de l'administration, de la magistrature, de l'armée – qui se sont répartis l'ensemble de la richesse du pays et le pouvoir conséquent sur l'immense majorité de la population – les couches moyennes urbaines et les masses défavorisées ouvrières et paysannes ou « thaï phrai » – la laissant dans une situation de sujétion qui est devenue insupportable aux yeux de grand nombre d'entre eux.

Dans un jeu complexe d'intérêts économiques et sociaux divergents (l'ampleur des inégalités) et d'enjeux idéologiques (maintien du consensus social autour de la royauté versus démocratisation, développement social et partage nouveau), la crise politique s'est poursuivie et est entrée dans une phase critique avec la succession prochaine du roi de la dynastie Chakry Rama IX (Bhumibol Adulyadej, né le 5 décembre 1927, couronné en 1950 sous le nom dynastique de Rama IX), la Thaïlande étant une monarchie constitutionnelle depuis 1932.

Cette crise semble se jouer autour du charismatique de Thaksin Shinawatra mais, au-delà de sa personne, de son comportement et de son enrichissement personnel (c'est un entrepreneur), ce que les « Chemises Rouges » revendiquent, dans le cadre d'un mouvement (et non d'un parti structuré) réunissant des sensibilités et des analyses différentes au sein du Front Uni pour la Démocratie contre la Dictature (FUDD), c'est la mise en œuvre de six grands axes de réforme/comportement politique : assurer la démocratie et la souveraineté du peuple, unir tous ses réseaux contre l'élite et l'aristocratie, s'en tenir à la non violence, assurer le développement économique et social, fonder un véritable État de droit, éliminer la politique « deux poids, deux mesures » et établir l'égalité en droit des citoyens, abolir la constitution de 2007 (promulgué dans la foulée du coup d'État militaire de 2006) et revenir à la constitution de 1997.

## Quel est le but de cette campagne contre l'Humanité ?

<http://patrick-le-hyari.fr/quel-est-le-but-de-cette-campagne-contre-lhumanite/>

Une cohorte déchaînée de la bienpensance radiophonique, en appui de quelques groupuscules de droite, s'attaque violemment depuis quelques jours au Parlement et à l'Humanité.

Pourquoi ? L'Humanité aurait reçu un cadeau de l'État qui lui effacerait ses dettes. Rien que ça ! Sans même vérifier de quoi il s'agit exactement, sans même prendre la précaution de nous passer un coup de fil confraternel, une équipée, qui va de MM. Apathie, Brunet, Morandini et consorts, multiplie les chroniques, émissions spéciales, sous-entendus et autres insinuations pour calomnier l'Humanité, souhaiter sa mort tout en accusant l'Assemblée nationale de complicité coupable. Mme Le Pen leur est venue subrepticement en renfort il y a quelques jours. Et voici que de petits groupes liés à des droites extrêmes lancent une pétition demandant à l'État de ne pas payer les dettes de l'Humanité. C'est une farce ! Cela fait près de 30 ans qu'on n'avait pas entendu de tels propos haineux à l'encontre de notre journal.

S'il s'agissait de critiquer un vote des députés ou un choix gouvernemental, rien de plus naturel en démocratie. Mais c'est de bien autre chose dont il est question qui se résume en un seul slogan à propos de nous : qu'ils crèvent ! Et tant qu'elle y est, toute cette bonne société qui petit-déjeune, déjeune et dîne dans le beau monde, passant d'un média privé à un autre, négociant ses bons salaires chaque année au moment du mercato télévisuel, en vient à crier haut et fort, que c'est toute la presse écrite qui est trop, bien trop aidée. Que des citoyens, des salariés, des petits patrons qui, actuellement souffrent terriblement de la crise, des fins de mois difficiles, du manque de débouchés pour leurs productions ou de la cherté du crédit, soient offusqués par un tel prétendu cadeau, peut se comprendre. Mais il ne s'agit pas de cela. Et je veux m'en expliquer.

De quoi s'agit-il ? A la fin de l'année 2000 l'Humanité se trouvait en grave difficulté, proche de la cessation de paiement. Un plan de redressement lourd était décidé à la suite de ma nomination. Il comprenait une sévère restructuration sociale, industrielle et économique, sur laquelle je ne reviens pas ici. Pour la mener à bien, il était indispensable de disposer de prêts relais pour faire face à un certain nombre d'échéances impératives. Avec le directeur financier de l'époque, nous avons rencontré au moins 11 dirigeants de banques importantes. Aucune d'entre elles ne voulait aider une PME dans notre situation ; encore moins une entreprise de presse. Et évidemment, encore moins l'Humanité, journal de la gauche de la transformation sociale et écologique. Face au péril qui menaçait, j'ai du, en désespoir de cause, me tourner vers la banque publique, Banque de développement des PME (BDPME) devenue par la suite OSEO. Celle-ci faisant la même analyse que les autres banques refusait d'accorder quelque crédit que ce soit sans garantie. Me tournant vers la structure du CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle), rattachée à Bercy pour traiter de la situation des entreprises en très grande difficulté, notre dossier est devenu encore plus sensible. Au terme de ce parcours du combattant, les pouvoirs publics ont demandé au CIRI et au Fonds de développement économique et social (FDES) de réétudier l'ensemble de notre dossier. C'est là qu'enfin nous avons obtenu trois lots de prêts étalés sur deux années en lien avec le FDES. Le premier, le 24 décembre 2001 pour une valeur de 1,5 millions d'euros. Nous avons remboursé son capital et ses intérêts, soit plus de 2 millions d'euros. Un second au mois de mars 2002 pour un capital de 2,2 millions d'euros pour lequel nous avons remboursé au total une somme dépassant les 3 millions d'euros. Un troisième, le 4 avril 2002 dénommé « prêt participatif », aux taux d'intérêt progressifs, pour une somme de 3,2 millions d'euros. Sur ce prêt, nous avons remboursé environ 20% du capital mais nous payons des intérêts très élevés depuis l'année 2007 puisque pour un

emprunt de 3,2 millions d'euros, ils représentent 3,1 millions d'euros.

C'est dans ce cadre, et en tenant compte de ces frais financiers exorbitants et pour permettre la reconstitution du capital de l'Humanité que j'ai demandé depuis des années aux gouvernements successifs de reconsidérer notre situation. Tous les gouvernements, sans exception, l'ont toujours admis et sont restés ouverts à nos demandes. En 2009, avait été décidée une solution d'attente transitoire consistant à repousser de 5 ans le remboursement du capital. Mais avec cette formule, les frais financiers ont continué à peser sur notre trésorerie et nos résultats comptables.

A la suite de ces différents examens, l'actuel gouvernement a décidé, en toute transparence et au nom du pluralisme de la presse, de proposer au Parlement de nous délivrer de ce fardeau qui, comme pour d'autres petites entreprises, nous asphyxie à cause des frais financiers. Du reste, c'est contre cette logique que l'Humanité, avec le Front de gauche et d'autres, mène campagne contre les coûts du capital et non pour accuser ceux du travail, comme le font quotidiennement nos censeurs médiatiques, bien moins regardant quand il s'agit du cadeau de 20 milliards d'euros fait au grand patronat ou encore des faramineuses retraites-chapeaux. L'État n'est en rien spolié puisque les frais financiers dont nous nous sommes acquittés remboursent largement le capital. Il est ici dans son rôle républicain de garant de la démocratie, de la libre expression des opinions et des idées et donc du pluralisme de la presse écrite d'information générale et politique. Un pluralisme bien utile. Nous sommes à un moment où le monde entier, toute la presse, rend hommage et célèbre Nelson Mandela. Nous nous en réjouissons. Mais, nous ne pouvons oublier que l'Humanité a été bien seule pour faire connaître le sort du dirigeant sud-africain qualifié de « terroriste » pour justifier sa détention par le régime d'apartheid. Rappelons également les campagnes d'information et de décryptage de l'Humanité anticipatrices lorsqu'elles montraient que le traité de Maastricht puis celui de Lisbonne conduisaient l'Union européenne et les peuples dans le mur. On pourrait ainsi multiplier les exemples. Faire taire la voix de l'Humanité conduirait à désarmer des forces sociales, syndicales, culturelles de leur action pour l'émancipation humaine. Peut-être est-ce d'ailleurs l'objet des actuelles campagnes ?

Enfin, nos procureurs brandissent devant nous une étude bien commode de la Cour des comptes qui, par de savants calculs, a décrété que l'Humanité est le journal le plus aidé. Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage ! Je suis prêt, bien sûr, à produire des chiffres, notamment dans le cadre de débats contradictoires avec nos accusateurs que les stations qui les emploient auront à cœur, j'en suis sûr, d'organiser.

La prétendue aide dont bénéficie l'Humanité reste au tiers inférieur de celle allouée à certains confrères. Elle répond tout à fait à ce que prévoit la loi pour les quotidiens à faibles ressources publicitaires. De surcroît, depuis l'année 2000, cette aide a été diminuée de 1 million d'euros qui nous aurait été bien utile.

Autre argument de nos grands maîtres à penser, notre diffusion. Comme si l'Humanité était le seul journal à perdre des lecteurs ! Même si nous ne distribuons aucun journal dans les chaînes d'hôtel, de parking ou dans les premières classes de la SNCF.

Je remarque au passage, qu'aucun confrère de la presse écrite qui vit les mêmes difficultés que l'Humanité, n'a ouvert ses colonnes à ces zorros en peau de lapin. S'il en est ainsi, c'est qu'à l'exception de nos amis de La Croix, tous les journaux perdent des lecteurs et aucun ne vit de la vente de ses titres. La diffusion de l'ensemble de la presse payante a diminué de 180% depuis la Libération. Cela ne doit réjouir personne. Affaiblir un organe de presse ou le fermer comme cela a été malheureusement le cas pour France Soir, Infomatin, Le Matin de Paris ou la réduction de la voilure de La



Tribune revient à mettre à chaque fois des centaines de salariés, dont de nombreux journalistes, au chômage.

Au-delà, ce sont des milliers de chômeurs supplémentaires dans l'ensemble de la chaîne de production et de distribution des journaux. Et ce qui se passe depuis plusieurs mois dans le monde entier est inquiétant pour toutes et tous sauf évidemment pour les intégristes, les simplistes populistes et l'extrême-droite qui rêvent d'un peuple asservi sans livre, sans théâtre, sans cinéma, sans maisons de la culture, sans journaux mais peut-être truffé d'écoles privées.

Dans un tel monde, toute la presse et la télévision seraient aux mains des puissances d'argent au service d'une pensée unique. Aucun démocrate, aucun républicain qu'il soit de droite ou de gauche ne peut le souhaiter. C'est la question essentielle. A quelle valeur chiffre-t-on la démocratie, le pluralisme des idées, le débat, l'accès à la culture dans une société ? Évidemment, les forces de l'argent et leurs perroquets n'ont pas encore inventé des agences de notation pour cela. Pluralisme, démocratie, respect mutuel, autant de conditions qui vaillent pour faire société et monde ensemble dans cette période de crise qui bouleverse tout, fracture les vies et déchire les repères.

Si nos procureurs ont terminé leur plaidoirie et sont prêts au débat, je suis à leur disposition.

## L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.



Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

## Ukraine : Les communistes (KPU) demandent l'interdiction du parti néo-nazi Svoboda

[http://www.editoweb.eu/nicolas\\_maury/Ukraine-Les-communistes-KPU-demandent-l-interdiction-du-parti-neo-nazi-Svoboda\\_a7145.html](http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Ukraine-Les-communistes-KPU-demandent-l-interdiction-du-parti-neo-nazi-Svoboda_a7145.html)

Le parti d'extrême droite, Svoboda (Union panukrainienne « Liberté »), leader du mouvement de contestation pro-UE sur la place Maïden à Kiev, responsable de la destruction d'une statue de Lénine (classée au patrimoine mondial de l'UNESCO) et de bien d'autres violences, est un danger pour l'Ukraine selon les communistes de l'oblast d'Odessa. Ils demandent son interdiction - article et traduction Nico Maury

Dans une lettre adressée au Président ukrainien Viktor Ianoukovitch, au Ministère de la Justice et au Procureur général de l'Ukraine, les communistes d'Odessa notent que Svoboda souhaite s'emparer "illégalement du pouvoir" et "violer les lois de l'Ukraine". "Ils mènent des activités visant à

changer l'ordre constitutionnel par la force, qui est une violation directe des articles 36 et 37 de la Constitution".

"... Les citoyens d'Ukraine ont le droit à la liberté d'association dans des partis politiques et des organisations publiques visant à exercer et défendre leurs droits et libertés et à répondre aux intérêts politiques, économiques, sociaux, culturels et autres, à l'exception des restrictions imposées par la loi dans l'intérêt de la sécurité nationale et de l'ordre public, de la santé publique ou de la protection des droits et libertés d'autrui".

"La création et l'activité des partis politiques et des organisations publiques, dont les objectifs et le programme, ou les actions visent à éliminer l'indépendance de l'Ukraine, de l'ordre constitutionnel par la force, en violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Etat, visant à nuire à la sécurité, ou à prendre illégalement le pouvoir de l'Etat, incitant à la guerre, à la violence, à l'incitation à la haine ethnique, raciale ou religieuse, ou menant des attaques contre les droits de l'homme et les libertés, et à la santé publique [...] Les partis politiques et les organisations publiques n'ont pas de formations paramilitaires [...] les activités des ces associations sont interdites".

Eugene Tsarkov, Premier secrétaire du Comité régional du KPU d'Odessa explique que des représentants de "Svoboda" portent "une idéologie xénophobe, raciste, le chauvine, et mènent des actions de violences contre les personnes qui ne sont pas conformes à leurs idées de la nation ukrainienne, ce qui est une violation directe de l'art. 14 de la Convention du Conseil de l'Europe" «Sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales», qui note que "la jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans discrimination aucune - de sexe, de race, de couleur, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale ou sociale, d'appartenance à une minorité nationale, de fortune, de naissance ou toute autre situation."

"La région d'Odessa est paisiblement habitée par plus de 134 nationalités et groupes ethniques. Les électeurs se tournent massivement vers le Parti communiste d'Ukraine pour prévenir le développement des violences et pour évaluer les déclarations et les actes xénophobes, racistes et chauvins de Svoboda".

Le programme et les activités de l'Union pan-ukrainien "Svoboda" est soumise à l'art. 5 de la Loi de l'Ukraine "sur les partis politiques en Ukraine", qui note que "la création et les activités des partis politiques sont interdites si leurs programmes ou actions visent à :

- 1) Éliminer l'indépendance de l'Ukraine;
- 2) Changer l'ordre constitutionnel par la violence;
- 3) Violer la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine;
- 4) Atteindre à la sûreté de l'Etat;
- 5) Saisir illégalement le pouvoir d'Etat;
- 6) Propage la guerre, la violence, incitation à la haine inter-ethnique raciale ou religieuse;
- 7) Violer les droits de l'homme et les libertés;
- 8) Empiéter sur la santé publique.
- 9) Avoir des formations paramilitaires.

"Partant de ce qui précède, afin d'assurer la sécurité nationale et la sécurité publique, et guidé par la législation actuelle en Ukraine, face aux préoccupations des ukrainiens, les communistes demande une interdiction immédiate du parti politique ukrainien Svoboda" conclut la lettre de Eugene Tsarkov, Premier secrétaire du Comité régional du KPU d'Odessa.

## **Victoire des communistes japonais (JCP) à Chatan (Préfecture d'Okinawa)**

[http://www.editoweb.eu/nicolas\\_mauy/Victoire-des-communistes-japonais-JCP-a-Chatan-Préfecture-d-Okinawa\\_a7070.html](http://www.editoweb.eu/nicolas_mauy/Victoire-des-communistes-japonais-JCP-a-Chatan-Préfecture-d-Okinawa_a7070.html)

Dimanche 17 novembre, le Parti Communiste Japonais (日本共産党, Nihon kyōsantō - JCP) a remporté encore un succès électoral. Miyasato Ayumi (34 ans) remporte l'élection municipale à Chatan (Préfecture d'Okinawa), île où se trouve la base des US Marines de Camp Foster - article et traduction Nico Maury

**Japanese  
Communist  
Party**



A 34 ans, la candidate du Parti Communiste Japonais (JCP) a remporté l'élection municipale à Chatan, ville de la préfecture d'Okinawa. Cette île héberge la base aérienne des US Marines de Camp Foster. La candidate communiste, Miyasato Ayumi, a reçu 4765 votes (42,73 % des suffrages) en battant deux adversaires conservateurs .

Elle a déclaré qu'elle allait travailler dur pour répondre aux exigences des citoyens de la ville de Chatan, faire fermer la base militaire étasunienne et apporter une gestion progressiste dans la municipalité afin d'améliorer les programmes sociaux de sorte que les femmes qui travaillent puissent déposer les enfants en crèche, et que les habitants puissent vivre sans se soucier des problèmes du quotidien.

Miyasato a rejoint le JCP il y a un mois et a porté les valeurs du parti dans l'élection parce qu'elle voulait travailler pour arrêter les politiques du gouvernement Abe, comme la révision constitutionnelle, la promulgation d'une loi sur la protection des secrets, et l'établissement d'une nouvelle base US sur Okinawa .

Pendant la campagne, de nombreux électeurs sont venus vers elle pour lui demander «de travailler à l'établissement d'une administration progressiste dans la ville».

## **Pays-Bas : En Frise, les communistes manquent de peu le deuxième siège aux élections communales**

<http://www.ptb.be/weekblad/artikel/pays-bas-en-frise-les-communistes-manquent-de-justesse-deux-sieges-aux-elections-communales.html>

Il s'en est fallu de quelques voix pour que le NCPN, le parti communiste néerlandais, ne décroche un deuxième siège en Frise, lors d'élections communales intermédiaires suite à une fusion de communes. Une victoire, sachant qu'il était déjà difficile de conserver le siège existant

En Frise, tout au Nord des Pays-Bas, trois communes ont récemment été fusionnées. Suite à cette fusion, des élections intermédiaires ont dû être organisées pour composer un seul collège communal. Dans l'une des trois entités, à Lemsterland, depuis des années le Nieuwe Communistisch Partij Nederland (NCPN, le Nouveau Parti Communiste des Pays-Bas) occupe deux sièges. La question était de voir si cette opposition sociale pourrait maintenir aussi son siège à Meren, en Frise.

La section locale du NCPN était bien consciente de la difficulté de décrocher un siège dans une nouvelle commune fusionnée et bien plus grande où, l'entité de Lemsterland mise à part, le NCPN n'a quasiment pas de partisans.

La campagne du parti a donc surtout visé à convaincre les habitants de Lemsterland de la nécessité de chaque voix pour le NCPN. Le NCPN a distribué des tracts dans la population pour attirer principalement l'attention sur les projets de casse au plan social et appeler les gens à ne pas laisser carte blanche aux démolisseurs.

Rinze Visser a mené campagne pour le NCPN avec le slogan : « Niet bóven maar náást de mensen » (pas au-dessus mais à côté des gens). Dans son dépliant, il écrivait : « On veut désormais abolir des lois et règlements qui protègent contre l'exploitation, qui protègent en cas de licenciement, qui protègent les soins de santé collectifs, etc. Dans cette politique, les subsides aux institutions et associations qui font un travail d'utilité publique pour une société sociale et tolérante sont considérés comme une nuisance. Même chose pour les soins aux personnes âgées et aux malades. Tout cela, sous prétexte de crise et d'Europe. Mais c'est leur crise et c'est leur Europe ! »

Cette approche a abouti à un résultat inespéré : à Lemmer (Lemsterland), le NCPN a obtenu le plus grand nombre de voix dans l'histoire du communisme en Frise : presque 30 % ! Le parti a donc non seulement pu garder le siège de Rinze Visser, mais il s'en est fallu de quelques voix pour qu'il décroche un deuxième siège. « Les journaux qui prévoient déjà de titrer "Le dernier communiste de Frise a été délogé" ont dû envoyer une autre version à l'imprimerie », écrit la section frisonne du NCPN. Une très belle victoire !

Bert De Belder

## **Venezuela : Les communistes (PCV) victorieux dans 9 villes du pays**

[http://www.editoweb.eu/nicolas\\_mauy/Venezuela-Les-communistes-PCV-victorieux-dans-9-villes-du-pays\\_a7137.html](http://www.editoweb.eu/nicolas_mauy/Venezuela-Les-communistes-PCV-victorieux-dans-9-villes-du-pays_a7137.html)

La victoire du Gran Polo Patriótico, mené par le PSUV et Nicolas Maduro, ne serait pas complète sans la victoire des communistes dans 9 villes du pays. Le Parti Communiste du Venezuela est allié au PSUV dans ce pôle fondé par Hugo Chavez - article et traduction Nico Maury

Le Parti Communiste du Venezuela (PCV) a célébré la victoire obtenue par les forces révolutionnaires et, en particulier, par les communistes dans neuf maires aux élections municipales au Venezuela. Le Secrétaire général du PCV, Oscar Figuera, déclare que "les élections municipales sont une victoire capitale pour le peuple vénézuélien."

Il réaffirme que la participation populaire est un élément central dans ce triomphe, et salue le rôle rempli par le Conseil national électoral, les Forces armées nationales bolivariennes, et les groupes de citoyens qui ont participé aux campagnes et dans toutes les institutions de l'État.

Pour les communistes il est important de souligner la défaite du plan de la conspiration contre le Venezuela. "La défaite subie par le noyau fasciste de la droite politique, sous les instructions de l'impérialisme américain, qui voulaient faire de cette élection un référendum qui leur servirait à créer une situation politique, institutionnelle de crise généralisée et de violence", souligne Figuera.

Une défaite pour l'impérialisme qui appelle à plus de vigilance

Pour PCV, la défaite temporaire de l'impérialisme et la droite néo-fasciste, est une leçon qui est permanente "qui montre que la participation populaire est la seule à pouvoir veiller à ce que les processus sociaux avancent et gagnent des gains".

Dans les municipalités où il a été élu un militant communiste, il sera engagé dans un projet d'unité, pour la construction d'un pouvoir populaire, une gestion sociale et pour renforcer le processus révolutionnaire bolivarien.

Le PCV a appelé au développement du Gran Polo Patriótico, "aujourd'hui, ce pôle prend plus que jamais toute sa pertinence."